

Commune de

CATENNOY

**PLAN LOCAL
D'URBANISME**

APPROBATION

Vu pour être annexé à la
délibération en date du :
02 FEV. 2016

8a

**VOIRIE – ALIGNEMENT
NOTICE**

- ANNEXE VOIRIE-ALIGNEMENT -

L'alignement est la limite commune d'un fond privé et du domaine public. On peut dire aussi qu'il délimite l'emprise du domaine public.

Il est soit conservé en l'état actuel, soit déplacé en vertu d'un plan d'alignement approuvé (général ou partiel selon qu'il concerne la totalité d'une voie ou seulement une section). L'alignement qui doit être respecté à l'occasion de toute opération de construction, réparation, clôture peut être porté à la connaissance du propriétaire concerné par un arrêté d'alignement délivré par le Maire.

S'agissant d'une desserte privée, l'alignement sera conventionnellement la limite effective actuelle de l'emprise de cette desserte en application de son statut juridique propre par rapport aux propriétés riveraines.

Les PLU peuvent créer de nouveaux alignements ou modifier ceux des voies sous la forme d'emplacements réservés. Ils peuvent aussi suspendre des alignements approuvés devenus inadaptés ou inopportuns en ne les faisant pas figurer au « tableau des servitudes » (Cf. annexe) du PLU ce qui, en application de l'article L. 126-1 du Code de l'Urbanisme, leur enlève, à l'issue d'un délai d'un an à compter de l'approbation du PLU, toute valeur d'opposabilité aux autorisations d'utiliser le sol.

ALIGNEMENT

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes d'alignement.

Code de la voirie routière : articles L. 112-1 à L. 112-7, R. 112-1 à R. 112-3 et R. 141-1.

Circulaire n° 79-99 du 16 octobre 1979 (B.O.M.E.T. 79/47) relative à l'occupation du domaine public routier national (réglementation), modifiée et complétée par la circulaire du 19 juin 1980.

Code de l'urbanisme, article R. 123-32-1.

Circulaire n° 78-14 du 17 janvier 1978 relative aux emplacements réservés par les plans d'occupation des sols (chapitre I^{er}, Généralités, § 1.2.1 [4^e]).

Circulaire n° 80-7 du 8 janvier 1980 du ministre de l'intérieur.

Ministère de l'intérieur (direction générale des collectivités locales).

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (direction des routes)

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

Les plans d'alignement fixent la limite de séparation des voies publiques et des propriétés privées, portent attribution immédiate, dès leur publication, du sol des propriétés non bâties à la voie publique et frappent de servitude de reculement et d'interdiction de travaux confortatifs les propriétés bâties ou closes de murs (immeubles en saillie).

A. - PROCÉDURE

1° Routes nationales

L'établissement d'un plan d'alignement n'est pas obligatoire pour les routes nationales.

Approbation après enquête publique préalable par arrêté motivé du préfet lorsque les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont favorables, dans le cas contraire par décret en Conseil d'Etat (art. L. 123-6 du code de la voirie routière).

L'enquête préalable est effectuée dans les formes prévues aux articles R. 11-19 à R. 11-27 du code de l'expropriation. Le projet soumis à enquête comporte un extrait cadastral et un document d'arpentage.

Pour le plan d'alignement à l'intérieur des agglomérations, l'avis du conseil municipal doit être demandé à peine de nullité (art. L. 123-7 du code de la voirie routière et art. L. 121-28 [1^o] du code des communes).

2° Routes départementales

L'établissement d'un plan d'alignement n'est pas obligatoire pour les routes départementales.

Approbation par délibération du conseil général après enquête publique préalable effectuée dans les formes prévues aux articles R. 11-1 et suivants du code de l'expropriation.

L'avis du conseil municipal est requis pour les voies de traverses (art. L. 131-6 du code de la voirie routière et art. L. 121-28 [1^o] du code des communes).

3° Voies communales

Les communes ne sont plus tenues d'établir des plans d'alignement (loi du 22 juin 1989 publiant le code de la voirie routière).

Adoption du plan d'alignement par délibération du conseil municipal après enquête préalable effectuée dans les formes fixées par les articles R. 141-4 et suivants du code de la voirie routière.

La délibération doit être motivée lorsqu'elle passe outre aux observations présentées ou aux conclusions défavorables du commissaire enquêteur.

Le dossier soumis à enquête comprend : un projet comportant l'indication des limites existantes de la voie communale, les limites des parcelles riveraines, les bâtiments existants, le tracé et la définition des alignements projetés ; s'il y a lieu, une liste des propriétaires des parcelles comprises en tout ou en partie, à l'intérieur des alignements projetés.

L'enquête publique est obligatoire. Ainsi la largeur d'une voie ne peut être fixée par une simple délibération du conseil municipal (Conseil d'Etat, 24 janvier 1973, demoiselle Favre et dame Boineau : rec., p. 63 ; 4 mars 1977, veuve Péron).

Si le plan d'alignement (voies nationales, départementales ou communales) a pour effet de frapper d'une servitude de reculement un immeuble qui est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, ou compris dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit, ou encore protégé soit au titre des articles 4, 9, 17 ou 28 de la loi du 2 mai 1930, soit au titre d'une zone de protection du patrimoine architectural et urbain, il ne peut être adopté qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de 15 jours (art. 3 du décret n° 77-738 du 7 juillet 1977 relatif au permis de démolir).

La procédure de l'alignement est inapplicable pour l'ouverture des voies nouvelles (1). Il en est de même si l'alignement a pour conséquence de porter une atteinte grave à la propriété riveraine (Conseil d'Etat, 24 juillet 1987, commune de Sannat : rec. T., p. 1030), ou encore de rendre impossible ou malaisée l'utilisation de l'immeuble en raison notamment de son bouleversement intérieur (Conseil d'Etat, 9 décembre 1987, commune d'Aumerval : D.A. 1988, n° 83).

4° Alignement et plan d'occupation des sols

Le plan d'alignement et le plan d'occupation des sols sont deux documents totalement différents, dans leur nature comme dans leurs effets :

- le P.O.S. ne peut en aucun cas modifier, par ses dispositions, le plan d'alignement qui ne peut être modifié que par la procédure qui lui est propre ;
- les alignements fixés par le P.O.S. n'ont aucun des effets du plan d'alignement, notamment en ce qui concerne l'attribution au domaine public du sol des propriétés concernées (voir le paragraphe « Effets de la servitude »).

En revanche, dès lors qu'il existe un P.O.S. opposable aux tiers, les dispositions du plan d'alignement, comme pour toute servitude, ne sont elles-mêmes opposables aux tiers que si elles ont été reportées au P.O.S. dans l'annexe « Servitudes ». Dans le cas contraire, le plan d'alignement est inopposable (et non pas caduc), et peut être modifié par la commune selon la procédure qui lui est propre.

C'est le sens de l'article R. 123-32-1 du code de l'urbanisme, aux termes duquel « nonobstant les dispositions réglementaires relatives à l'alignement, les alignements nouveaux des voies et places résultant d'un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé, se substituent aux alignements résultant des plans généraux d'alignement applicables sur le même territoire ».

Les alignements nouveaux résultant des plans d'occupation des sols peuvent être :

- soit ceux existant dans le plan d'alignement mais qui ne sont pas reportés tels quels au P.O.S. parce qu'on souhaite leur donner une plus grande portée, ce qu'interdit le champ d'application limité du plan d'alignement ;
- soit ceux qui résultent uniquement des P.O.S. sans avoir préalablement été portés au plan d'alignement, comme les tracés des voies nouvelles, dont les caractéristiques et la localisation sont déterminées avec une précision suffisante ; ils sont alors inscrits en emplacements réservés. Il en est de même pour les élargissements des voies existantes (art. L. 123-1 du code de l'urbanisme).

(1) L'alignement important de la voie est assimilé à l'ouverture d'une voie nouvelle (Conseil d'Etat, 15 février 1956, Montarnal : rec. T., p. 780).

B. - INDEMNISATION

L'établissement de ces servitudes ouvre aux propriétaires, à la date de la publication du plan approuvé, un droit à indemnité fixée à l'amiable, et représentative de la valeur du sol non bâti.

A défaut d'accord amiable, cette indemnité est fixée comme en matière d'expropriation (art. L. 112-2 du code de la voirie routière).

Le sol des parcelles qui cessent d'être bâties, pour quelque cause que ce soit, est attribué immédiatement à la voie avec indemnité réglée à l'amiable ou à défaut, comme en matière d'expropriation.

C. - PUBLICITÉ

Publication dans les formes habituelles des actes administratifs.

Dépôt du plan d'alignement dans les mairies intéressées où il est tenu à la disposition du public.

Publication en mairie de l'avis de dépôt du plan.

Le défaut de publication enlève tout effet au plan général d'alignement (1).

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Possibilité pour l'autorité chargée de la construction de la voie, lorsqu'une construction nouvelle est édifiée en bordure du domaine public routier, de visiter à tout moment le chantier, de procéder aux vérifications qu'elle juge utiles, et de se faire communiquer les documents techniques se rapportant à la réalisation des bâtiments pour s'assurer que l'alignement a été respecté. Ce droit de visite et de communication peut être exercé durant deux ans après achèvement des travaux (art. L. 112-7 du code de la voirie routière et L. 460-1 du code de l'urbanisme).

Possibilité pour l'administration, dans le cas de travaux confortatifs non autorisés, de poursuivre l'infraction en vue d'obtenir du tribunal administratif, suivant les circonstances de l'affaire, l'arrêt immédiat des travaux ou l'enlèvement des ouvrages réalisés.

2° Obligations de faire imposées aux propriétaires

Néant.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

La décision de l'autorité compétente approuvant le plan d'alignement est attributive de propriété uniquement en ce qui concerne les terrains privés non bâtis, ni clos de murs. S'agissant des terrains bâtis ou clos par des murs, les propriétaires sont soumis à des obligations de ne pas faire.

Interdiction pour le propriétaire d'un terrain bâti de procéder, sur la partie frappée d'alignement, à l'édification de toute construction nouvelle, qu'il s'agisse de bâtiments neufs remplaçant des constructions existantes, de bâtiments complémentaires ou d'une surélévation (servitude non *aedificandi*).

Interdiction pour le propriétaire d'un terrain bâti de procéder, sur le bâtiment frappé d'alignement, à des travaux confortatifs tels que renforcement des murs, établissement de dispositifs de soutien, substitution d'aménagements neufs à des dispositifs vétustes, application d'enduits destinés à maintenir les murs en parfait état, etc. (servitude non *confortandi*).

(1) Les plans définitivement adoptés après accomplissement des formalités, n'ont un caractère obligatoire qu'après publication, dans les formes habituelles de publication des actes administratifs (Conseil d'Etat, 2 juin 1976, époux Charpentier, req. n° 97950). Une notification individuelle n'est pas nécessaire (Conseil d'Etat, 3 avril 1903, Bontemps : rec., p. 295).

2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour le propriétaire riverain d'une voie publique dont la propriété est frappée d'alignement, de procéder à des travaux d'entretien courant, mais obligation avant d'effectuer tous travaux de demander l'autorisation à l'administration. Cette autorisation, valable un an pour tous les travaux énumérés, est délivrée sous forme d'arrêté préfectoral pour les routes nationales et départementales, et d'arrêté du maire pour les voies communales.

Le silence de l'administration ne saurait valoir accord tacite.

COMMUNE DE CATENOY

-

ALIGNEMENTS Conformément à l'article L. 123-1 (6°) du Code de l'Urbanisme.

DESIGNATION		SITUATION ACTUELLE	DISPOSITIONS DU PLU		
N° de la Voirie	Nom de la voirie	Date d'approbation	Maintenu	Suspendu	Observations
1	RD 137 – tronçon Noailles à Catenoy	24 janvier 1850	✓		--
2	RD 137 – tronçon Catenoy à Maimbeville	15 octobre 1895	✓		

Commune de

CATENROY

**PLAN LOCAL
D'URBANISME**

APPROBATION

Vu pour être annexé à la
délibération en date du :
02 FEV. 2016

8b

**PLAN VOIRIE – ALIGNEMENT
RD 137 - Tronçon Noailles à Catenoy**

Route départem. N. 137,
- de Noailles à Catenoy.

Plan de la Traversée
de Catenoy

Cochella de 0.005 pour 1.00.

Président de la République de France



Signifié par l'Intendant des Indes et Colonies
 le Baron de Surant de Châteaufort ^{Secrétaire} et Frouin conformément
 au plan joint au Décret du 24 Janvier 1790.
 Châteaufort, le 8 de novembre 1790.

Légende.

Signes.	Indication des Signes.
B. —	Construction en bois
P. —	— us — en pierres ou moellons
PT. —	— us — en pierre de taille
S. —	— us — Solides
M. —	— us — médiocres
V. —	— us — en état de vétusté
0 B. —	Rég 3e de Brossée
1 B. —	maison à un étage
2 B. —	— us — à deux étages

ôte de Noailles

R. 0, R. 2, Aigu
à l'axe de la Cour

R. 1
Ac la

aliquem! miste unum parallelum a se
a 5.50 de distancias

R. R. ² ³ ⁴ ⁵ ⁶ ⁷ ⁸ ⁹ ¹⁰ ¹¹ ¹² ¹³ ¹⁴ ¹⁵ ¹⁶ ¹⁷ ¹⁸ ¹⁹ ²⁰ ²¹ ²² ²³ ²⁴ ²⁵ ²⁶ ²⁷ ²⁸ ²⁹ ³⁰ ³¹ ³² ³³ ³⁴ ³⁵ ³⁶ ³⁷ ³⁸ ³⁹ ⁴⁰ ⁴¹ ⁴² ⁴³ ⁴⁴ ⁴⁵ ⁴⁶ ⁴⁷ ⁴⁸ ⁴⁹ ⁵⁰ ⁵¹ ⁵² ⁵³ ⁵⁴ ⁵⁵ ⁵⁶ ⁵⁷ ⁵⁸ ⁵⁹ ⁶⁰ ⁶¹ ⁶² ⁶³ ⁶⁴ ⁶⁵ ⁶⁶ ⁶⁷ ⁶⁸ ⁶⁹ ⁷⁰ ⁷¹ ⁷² ⁷³ ⁷⁴ ⁷⁵ ⁷⁶ ⁷⁷ ⁷⁸ ⁷⁹ ⁸⁰ ⁸¹ ⁸² ⁸³ ⁸⁴ ⁸⁵ ⁸⁶ ⁸⁷ ⁸⁸ ⁸⁹ ⁹⁰ ⁹¹ ⁹² ⁹³ ⁹⁴ ⁹⁵ ⁹⁶ ⁹⁷ ⁹⁸ ⁹⁹ ¹⁰⁰ ¹⁰¹ ¹⁰² ¹⁰³ ¹⁰⁴ ¹⁰⁵ ¹⁰⁶ ¹⁰⁷ ¹⁰⁸ ¹⁰⁹ ¹¹⁰ ¹¹¹ ¹¹² ¹¹³ ¹¹⁴ ¹¹⁵ ¹¹⁶ ¹¹⁷ ¹¹⁸ ¹¹⁹ ¹²⁰ ¹²¹ ¹²² ¹²³ ¹²⁴ ¹²⁵ ¹²⁶ ¹²⁷ ¹²⁸ ¹²⁹ ¹³⁰ ¹³¹ ¹³² ¹³³ ¹³⁴ ¹³⁵ ¹³⁶ ¹³⁷ ¹³⁸ ¹³⁹ ¹⁴⁰ ¹⁴¹ ¹⁴² ¹⁴³ ¹⁴⁴ ¹⁴⁵ ¹⁴⁶ ¹⁴⁷ ¹⁴⁸ ¹⁴⁹ ¹⁵⁰ ¹⁵¹ ¹⁵² ¹⁵³ ¹⁵⁴ ¹⁵⁵ ¹⁵⁶ ¹⁵⁷ ¹⁵⁸ ¹⁵⁹ ¹⁶⁰ ¹⁶¹ ¹⁶² ¹⁶³ ¹⁶⁴ ¹⁶⁵ ¹⁶⁶ ¹⁶⁷ ¹⁶⁸ ¹⁶⁹ ¹⁷⁰ ¹⁷¹ ¹⁷² ¹⁷³ ¹⁷⁴ ¹⁷⁵ ¹⁷⁶ ¹⁷⁷ ¹⁷⁸ ¹⁷⁹ ¹⁸⁰ ¹⁸¹ ¹⁸² ¹⁸³ ¹⁸⁴ ¹⁸⁵ ¹⁸⁶ ¹⁸⁷ ¹⁸⁸ ¹⁸⁹ ¹⁹⁰ ¹⁹¹ ¹⁹² ¹⁹³ ¹⁹⁴ ¹⁹⁵ ¹⁹⁶ ¹⁹⁷ ¹⁹⁸ ¹⁹⁹ ²⁰⁰ ²⁰¹ ²⁰² ²⁰³ ²⁰⁴ ²⁰⁵ ²⁰⁶ ²⁰⁷ ²⁰⁸ ²⁰⁹ ²¹⁰ ²¹¹ ²¹² ²¹³ ²¹⁴ ²¹⁵ ²¹⁶ ²¹⁷ ²¹⁸ ²¹⁹ ²²⁰ ²²¹ ²²² ²²³ ²²⁴ ²²⁵ ²²⁶ ²²⁷ ²²⁸ ²²⁹ ²³⁰ ²³¹ ²³² ²³³ ²³⁴ ²³⁵ ²³⁶ ²³⁷ ²³⁸ ²³⁹ ²⁴⁰ ²⁴¹ ²⁴² ²⁴³ ²⁴⁴ ²⁴⁵ ²⁴⁶ ²⁴⁷ ²⁴⁸ ²⁴⁹ ²⁵⁰ ²⁵¹ ²⁵² ²⁵³ ²⁵⁴ ²⁵⁵ ²⁵⁶ ²⁵⁷ ²⁵⁸ ²⁵⁹ ²⁶⁰ ²⁶¹ ²⁶² ²⁶³ ²⁶⁴ ²⁶⁵ ²⁶⁶ ²⁶⁷ ²⁶⁸ ²⁶⁹ ²⁷⁰ ²⁷¹ ²⁷² ²⁷³ ²⁷⁴ ²⁷⁵ ²⁷⁶ ²⁷⁷ ²⁷⁸ ²⁷⁹ ²⁸⁰ ²⁸¹ ²⁸² ²⁸³ ²⁸⁴ ²⁸⁵ ²⁸⁶ ²⁸⁷ ²⁸⁸ ²⁸⁹ ²⁹⁰ ²⁹¹ ²⁹² ²⁹³ ²⁹⁴ ²⁹⁵ ²⁹⁶ ²⁹⁷ ²⁹⁸ ²⁹⁹ ³⁰⁰ ³⁰¹ ³⁰² ³⁰³ ³⁰⁴ ³⁰⁵ ³⁰⁶ ³⁰⁷ ³⁰⁸ ³⁰⁹ ³¹⁰ ³¹¹ ³¹² ³¹³ ³¹⁴ ³¹⁵ ³¹⁶ ³¹⁷ ³¹⁸ ³¹⁹ ³²⁰ ³²¹ ³²² ³²³ ³²⁴ ³²⁵ ³²⁶ ³²⁷ ³²⁸ ³²⁹ ³³⁰ ³³¹ ³³² ³³³ ³³⁴ ³³⁵ ³³⁶ ³³⁷ ³³⁸ ³³⁹ ³⁴⁰ ³⁴¹ ³⁴² ³⁴³ ³⁴⁴ ³⁴⁵ ³⁴⁶ ³⁴⁷ ³⁴⁸ ³⁴⁹ ³⁵⁰ ³⁵¹ ³⁵² ³⁵³ ³⁵⁴ ³⁵⁵ ³⁵⁶ ³⁵⁷ ³⁵⁸ ³⁵⁹ ³⁶⁰ ³⁶¹ ³⁶² ³⁶³ ³⁶⁴ ³⁶⁵ ³⁶⁶ ³⁶⁷ ³⁶⁸ ³⁶⁹ ³⁷⁰ ³⁷¹ ³⁷² ³⁷³ ³⁷⁴ ³⁷⁵ ³⁷⁶ ³⁷⁷ ³⁷⁸ ³⁷⁹ ³⁸⁰ ³⁸¹ ³⁸² ³⁸³ ³⁸⁴ ³⁸⁵ ³⁸⁶ ³⁸⁷ ³⁸⁸ ³⁸⁹ ³⁹⁰ ³⁹¹ ³⁹² ³⁹³ ³⁹⁴ ³⁹⁵ ³⁹⁶ ³⁹⁷ ³⁹⁸ ³⁹⁹ ⁴⁰⁰ ⁴⁰¹ ⁴⁰² ⁴⁰³ ⁴⁰⁴ ⁴⁰⁵ ⁴⁰⁶ ⁴⁰⁷ ⁴⁰⁸ ⁴⁰⁹ ⁴¹⁰ ⁴¹¹ ⁴¹² ⁴¹³ ⁴¹⁴ ⁴¹⁵ ⁴¹⁶ ⁴¹⁷ ⁴¹⁸ ⁴¹⁹ ⁴²⁰ ⁴²¹ ⁴²² ⁴²³ ⁴²⁴ ⁴²⁵ ⁴²⁶ ⁴²⁷ ⁴²⁸ ⁴²⁹ ⁴³⁰ ⁴³¹ ⁴³² ⁴³³ ⁴³⁴ ⁴³⁵ ⁴³⁶ ⁴³⁷ ⁴³⁸ ⁴³⁹ ⁴⁴⁰ ⁴⁴¹ ⁴⁴² ⁴⁴³ ⁴⁴⁴ ⁴⁴⁵ ⁴⁴⁶ ⁴⁴⁷ ⁴⁴⁸ ⁴⁴⁹ ⁴⁵⁰ ⁴⁵¹ ⁴⁵² ⁴⁵³ ⁴⁵⁴ ⁴⁵⁵ ⁴⁵⁶ ⁴⁵⁷ ⁴⁵⁸ ⁴⁵⁹ ⁴⁶⁰ ⁴⁶¹ ⁴⁶² ⁴⁶³ ⁴⁶⁴ ⁴⁶⁵ ⁴⁶⁶ ⁴⁶⁷

R. 3^{bi}, R. 5, Alignement doit pa
du bâtiment Bonnist (louis), à c
sur la ligne séparative des propri
bâtiment Foy, antérieur, Situ

Bennot Louis

B. OE. V.

B. OE. V.

P. O. E. S.

P. O. E. M.
Antoine

R² R¹ - Allongement droit de 2.40
de longueur passant par l'extrémité
supérieure et par un point près
du tableau principal du bâtiment
Recette (Paris) : 1.50 avant
la dernière année de ce bâtiment.

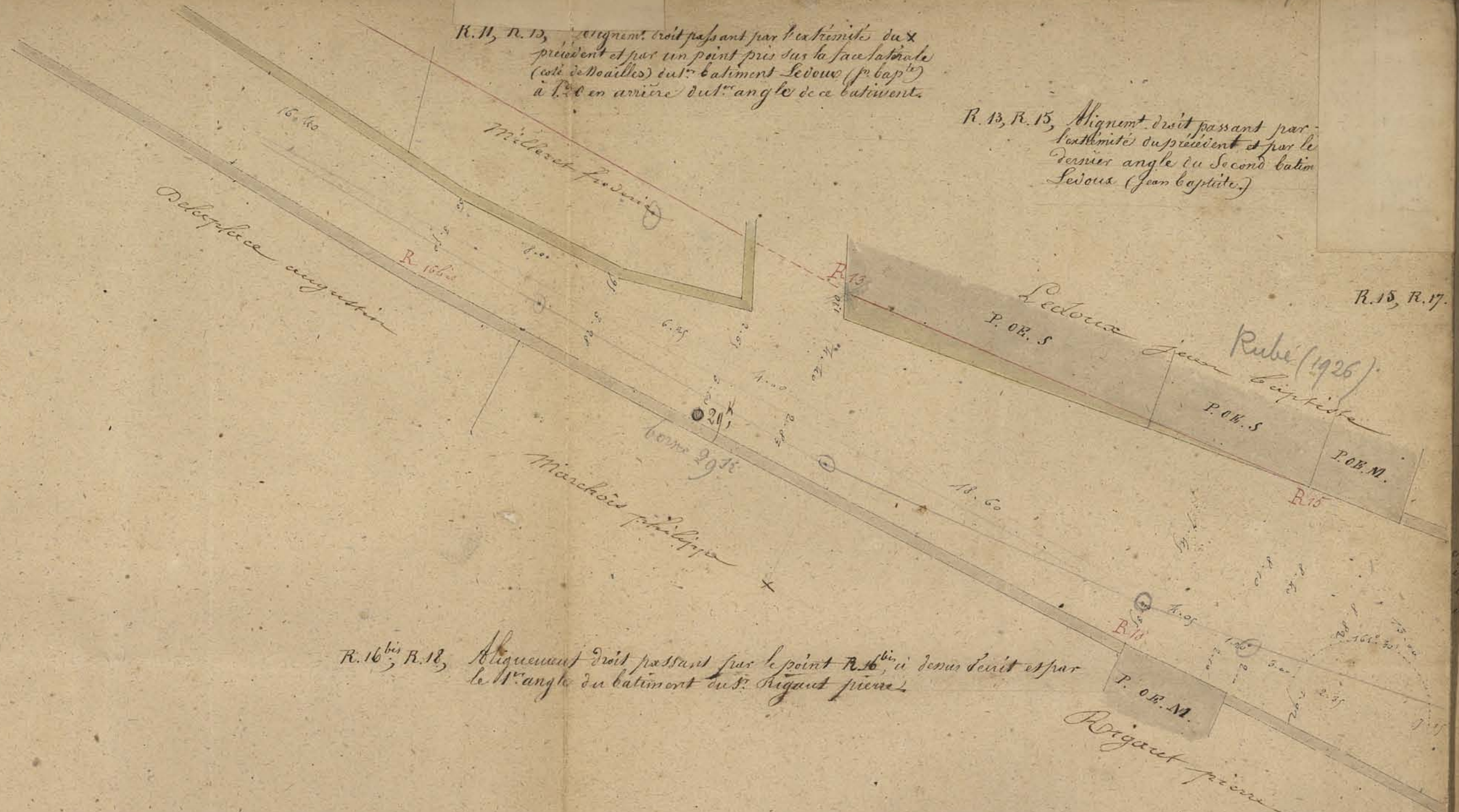
x R. 4. R. 6. all. doit passer par un point
par sur la falaise principale d'est. à l'ouest
Recullez, fin, à 1.78 avant le 2^e angle de ce
bâtiment, et par le 2^e angle du bâtiment
antoine, Louis

[illegible]

R. 11, R. 13, Alignement droit passant par l'extrémité du X
précédent et par un point pris sur la face latérale
(côté de Noailles) d'un bâtiment Ledoux (p. 6ap)
à l'E en arrière d'un angle de ce bâtiment.

R. 13, R. 15, Alignement droit passant par
l'extrémité du précédent et par le
dernier angle du Second bâtiment
Ledoux (Jean Baptiste)

R. 15, R. 17.



R. 16^{bis}, R. 18, Alignement droit passant par le point R. 16^{bis} ou Jean Ledoux et par
le N. angle du bâtiment du S. Rigaut pierre.

R. 18, R. 20, facades actuelles des bâtiments
et mur Rigaut pierre.

R. 17, R. 19, Alignement droit passant par le dernier angle du second bâtiment Foulon. théopside et par le 1^{er} angle du second bâtiment Boudry Joseph.

R. 19, R. 19^{bis}. Thignes
Portémite
1^{er} angle
à l'usage

24.2
- 5
12.1

à l'extrémité du mur de la muraille
à l'extrémité du mur de la muraille
à l'extrémité du mur de la muraille

ent droit passant par
du précédent et par les
du bâtiment feine
rep

R. 19 bis R. 21. faïades actuelles des
bâtiments feine alexandres
et vs. Bontemps.

R. 21, R. 23, Alignement droit passant par le dernier angle du bâtiment de la V^e Bontemps et par les
1^{er} angle du 1^{er} bâtiment Lemaire hyacinthe.

$$24.30 + \frac{0.50 + 0.70}{2} = 24.75$$

Dernier Quatre
Long 24.30

Mare communal,
Dernière ligne pierre

P. O. S.

chemin
vicinal ordinaire
n. 8.

Feine alexandre

maison
Bontemps

P. O. B. S.

limite des attributions
de la commune.

R. 19 bis

R. 21

R. 23

P. O. B. M.

P. O. B. S.

P. O. B. S.

P. O. B. S.

P. O. B. M.

Naquet frederic

De Bouches. m. Flore
1881. V. 605

Grachet Joseph

R. 30, R. 32, A.

R. 28, R. 30. Alignement droit passant par le dernier angle du second bâtiment Dangu maximilien et par le 1^{er} angle
du mur Grachet Joseph.

Dangu maximilien

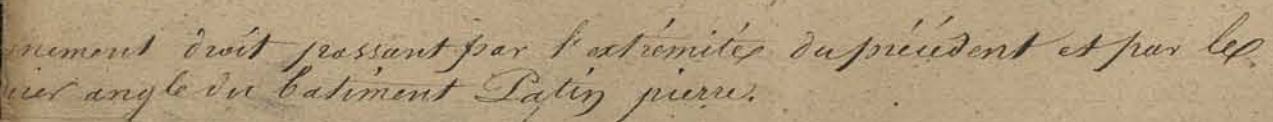
actuelles des constructions
telles.

2.78 2.00

maquet

1900

X R. 25, R. 27. Alignement droit par le
bâtiment bordé et par
foi lovis.



R. 27, R. 29 - *facades* *anciennes* des *Constructions* *existantes*

1 par le dernier angle du dernier
le 1^{er} angle du bâtiment

Foy lui
N. 1, 198 - 1857 - *Saint & Poy*
alignement $16.50 \times 0.88 = 14.72$ $0.17 = 14.55$

PT. O.E.S.

V. 912, 1876
V. 912 - 1856
Magasins

P. O.E.S.

+ *Légit Jean Bapt.* +

P. O.E.S.

Procurement
alexandre

P. O.E.S.

+ *Lemare virginie*

B. O.E.V.

(3A)

Rue de Liancourt.

P. O.E.M.

P.O.E.V. P.O.E.V. *aligné* P.O.E.S.
1858.
Carre germain

Foy français

Pillon lui antique

Foy français

R. 36, R. 38,

facades *actuelles* des *Constructions* *existantes*

Alignement droit passant par le dernier
angle du bâtiment *Beaupuis formis*
et par le 1^{er} angle du 1^{er} bâtiment *Carre*
germain.

R. 37, R. 39, Alignement droit
la ligne séparative
jean Charles.

Campion spur triangles

R. 35, R. 37, *Savoirs actuelles des Constructions existantes*

Joy Constance
Rocaille pierre

Bontempus nicolas

V. 202 1868.

P. E. M.

P. 1 E M.

V. Derrill

Milleret angust.

B. OE. V.

P. O. E. S.

P O E. S

P O E. S.

P. O. E. S.

Pillon Louis Antoine

Craffart Louis

B. 48, B. 50; Alignement droit passans
Pillon l'un autrui, et
le v. Potier.

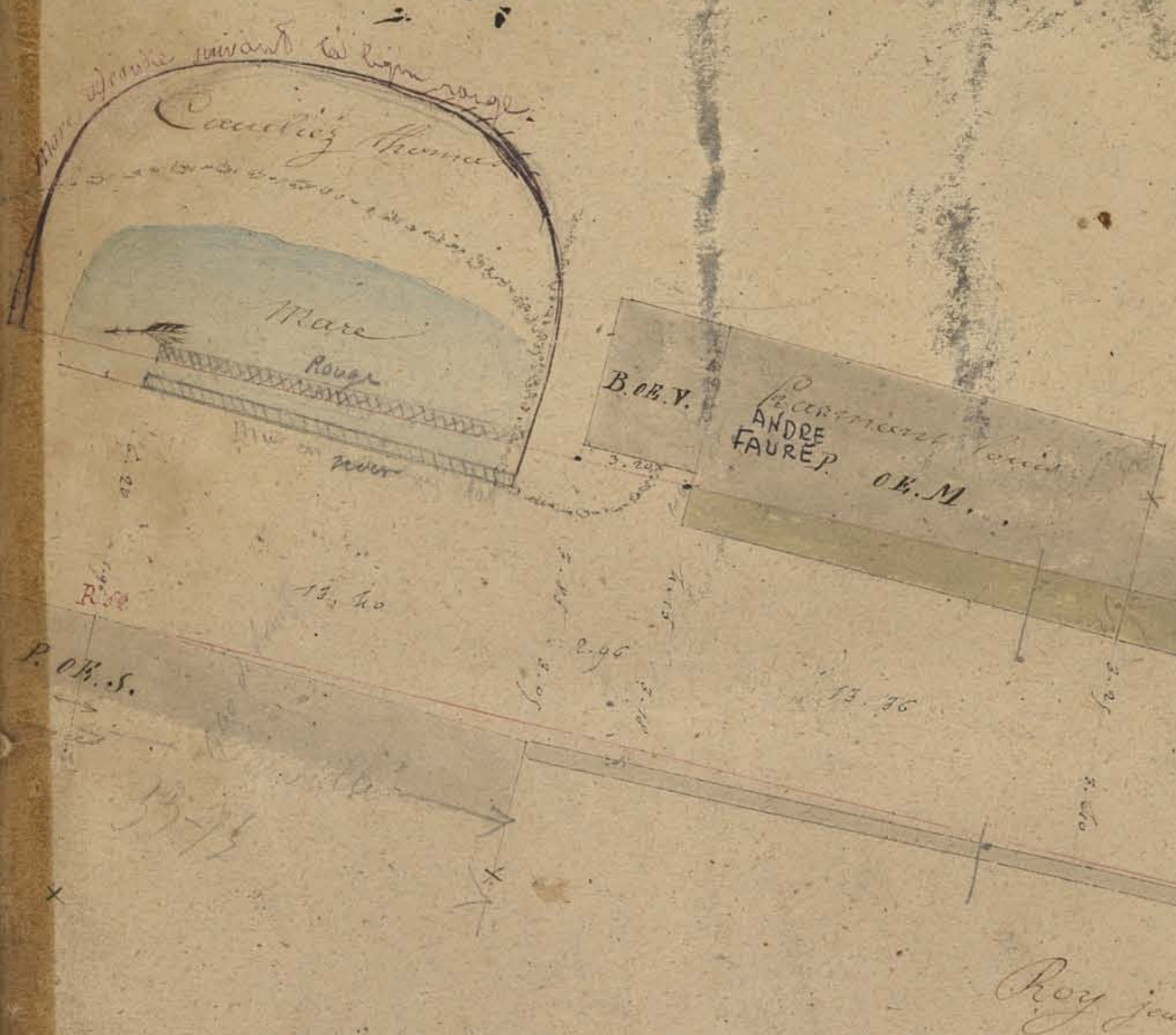
R. 46, R. 48, facies actuelles des constructions existantes x

passant par l^{er} angle du mur Cruffart, Louis, et
du bâtiment subit Cruffart, Louis.

Signum
Catholice
ausp. p.


$$\begin{array}{r} 36.40 \\ 18.15 \\ 16.85 \\ \hline 60.40 \end{array}$$

droit passant en avant & à 110 de distance du dernier angle du mur
 mas et par un point pris en arrière et à 1.65 de distance du point commun
 des bâtiments du S^t. Dumetz



R. 52, R. 54, Alignement droit passant par le 1^{er} angle du 3^e bâtiment Caulley
 Thomas et par le 1^{er} angle du second bâtiment Roy Jean.

R. 13, R. 15,
 can coupe, isocèle,
 de 7² de longueur, ayant
 ses extrémités sur l'alignement
 R^o R², de la route nationale n^o 31.

Nota. Ses alignements R^o R²
 R¹ R³, de la route nationale
 n^o 31 sont approuvés par
 ordonnance Royale en date
 du 19 Avril 1841.



R. 54, R. 56,
 can coupe, isocèle,
 de 11.30 de longueur,
 ayant ses extrémités
 sur l'alignement R^o R²,
 de la Route Nationale n^o 31.

Route impériale N^o 31 de Rouen à Paris

Dumetz

S^t Antoine

Chemin^{al} conduisant
 à la Courde et à Maimbes

Nequet, oblique

Commune de

CATENOY

**PLAN LOCAL
D'URBANISME**

APPROBATION

Vu pour être annexé à la
délibération en date du :
02 FEV. 2016

8c

**PLAN VOIRIE – ALIGNEMENT
RD 137 - Tronçon Catenoy à Maimbeville**

SERVICE VICINAL

Commune de Catenoy

(2)

DÉPARTEMENT
DE L'OISE

GC. 137
ven Maimbeville

CHEMIN N° Ord n° 4

ARRONDISSEMENT

de Clermont

de Catenoy à Maimbeville

COMMUNE

de Catenoy

PARTIE COMPRISE

Extraverse de Catenoy

SIGNATAIRES :

M. Hardiviller

Agent subdivisionnaire.

M. Perret

Ingénieur d'arrondissement.

M. Debaux

Ingénieur en chef.

PLAN des alignements

Dressé par l'Agent subdivisionnaire soussigné,

A Clermont, le 14 février 1895

Signé : Hardiviller

Vu et vérifié par l'Ingénieur d'arrondissement,

A , le 189



APPROUVÉ CONFORMÉMENT À L'ARRÊTÉ
DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE
EN DATE DE CE JOUR

BEAUVAIS. le 15 Octobre 1895

Le Président

Signé : Prévôt

Présenté par l'Ingénieur en chef.

A Beauvais, le 23 février 1895

Signé : Debaux

Pour mention :
Le Secrétaire général.

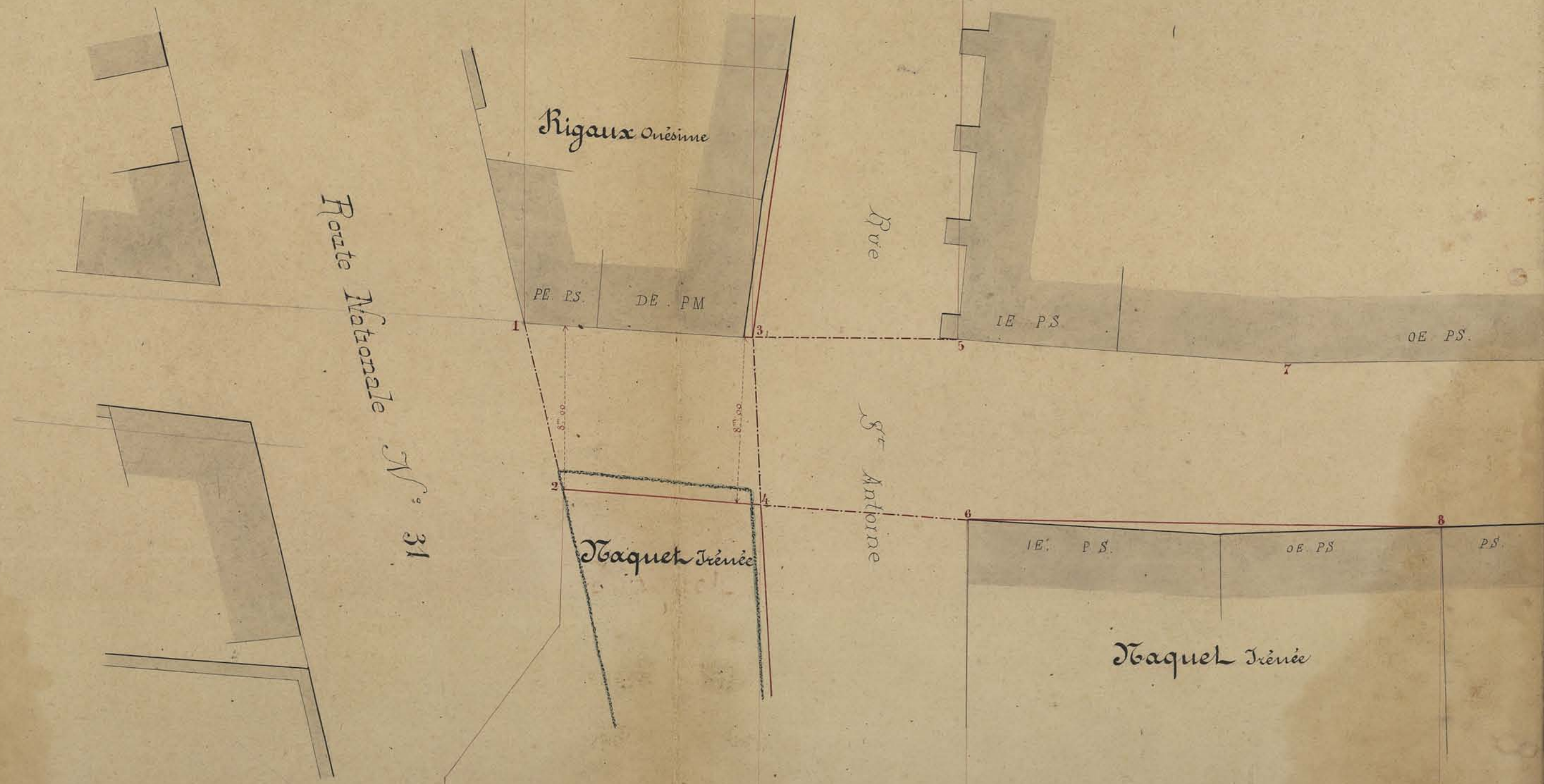
Signature

Échelle de pour mètre.

(1) De grande communication.
Vicinaux ordinaires.

1.3. Alignement conservé des constructions Rigaux Onésime aboutissant au repère 3, lequel coïncide avec le repère 8 de l'alignement 6.8 de la rue S^t Antoine.

5.7.9. Alignements conservés des constructions Fay Constantien; le repère 11 de l'alignement 9.11 de la rue S^t Antoine.

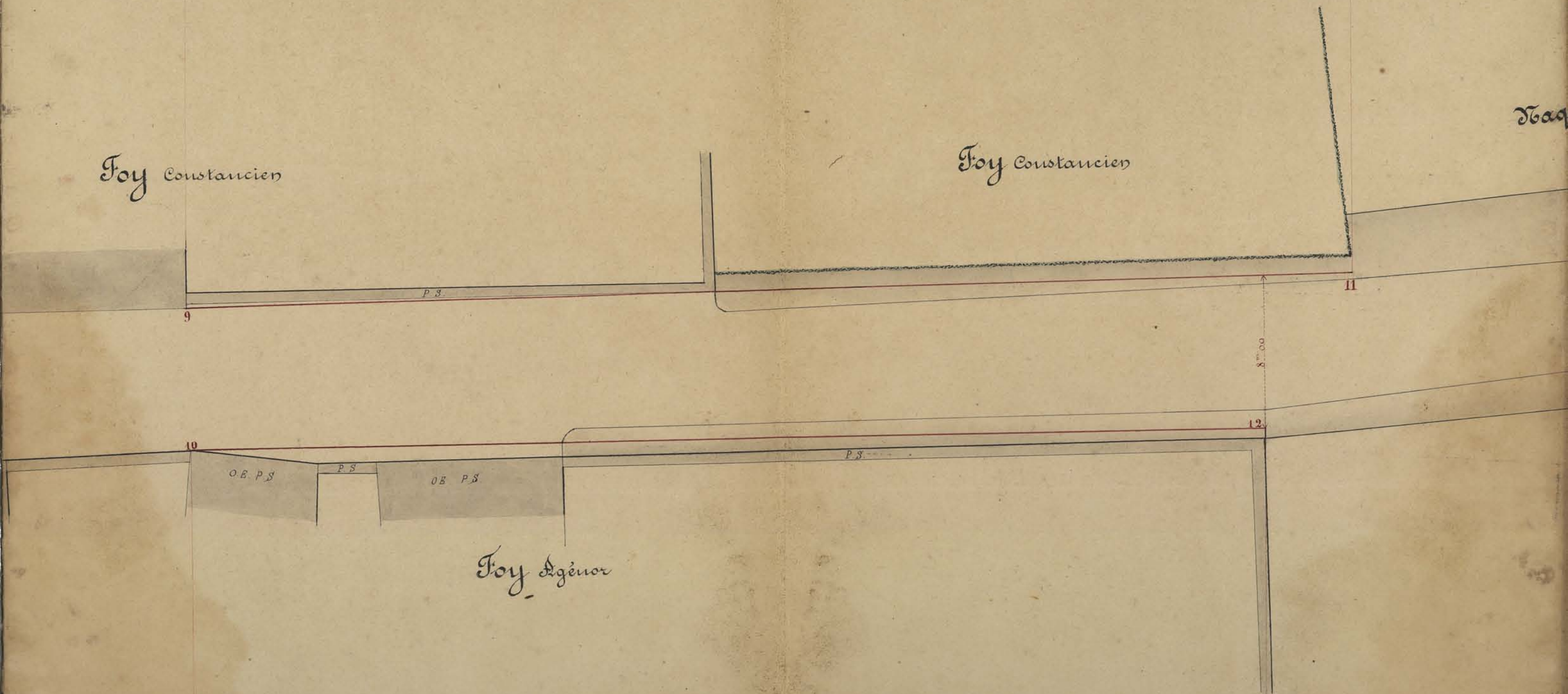


2.4. Alignement tracé parallèlement à l'alignement 1.3 et à 8^m 00 de distance, aboutissant au repère 11 situé sur l'alignement 3.5. de la rue S^t Antoine.

6.8. Alignement droit partant du repère 6, 1^{er} angle des constructions Maquet Irénée et aboutissant au repère 8, 1^{er} angle des constructions Fay Agénor.

8.10. A premier b^{er} mur de cloi

re 5 coïncide avec le 9.11. Alignement droit partant du repère 9, dernier angle des bâtiments Foy Constancien s'appuyant sur le mur de clôture du dit propriétaire et aboutissant au repère 11, situé sur la limite commune prolongée des propriétés Foy et Haquet.



Alignement conservé du 10.12. Alignement droit partant du repère 10, deuxième angle du mur de clôture Foy Agénor et aboutissant au repère 12, situé sur la limite commune des propriétés Foy Agénor et Lefèvre. Emile, à 8 m. 00 de distance de l'alignement.

uel Euxelbert

M^{re} Deneux

Roussel Casimir

Lefèvre Emile